

Échos

Jean-Claude Métraux

Dans *La migration comme métaphore*¹ j'ai développé l'idée que « nous étions tous des migrants » du fait que nous passons tous d'un monde à l'autre à plusieurs reprises au cours de nos vies, parfois même sans nous déplacer : notre monde / nos mondes changent au point où les personnes âgées ne parviennent plus à reconnaître dans le monde du présent celui de leur jeunesse. Toutefois, bien sûr, tout déplacement et toute transformation de nos mondes ne saurait être considéré comme une migration : pour que cela soit le cas, il faut qu'y soient associées des pertes significatives, qui donc engendrent des deuils. Surgit dès lors une question : la vie en confinement s'apparente-t-elle à une migration ?

Migrations forcées au temps du coronavirus

Dans la situation que nous avons vécue avec le Covid-19 et les mesures de semi-confinement, nous sommes clairement passés d'un monde à un autre : le sens du lien social, du travail, de la famille, de la relation parents-enfants (lorsqu'il faut faire l'école à la maison), de la santé, du présent et du futur (temporalité), se sont clairement transformés. Et ces changements de sens se sont accompagnés, du moins pour la plupart d'entre nous, de pertes significatives (certes parfois niées) : perte de la proximité physique (distance sociale imposée), perte de rencontres (avec les grands-parents, les personnes âgées en EMS et celles hospitalisées que l'on ne peut visiter, avec les camarades de classes ou les collègues de travail), perte de funérailles dignes de ce nom, perte de convivialité (fermeture des bars et restaurants), perte de droits et de liberté (contraintes imposées par l'État, contrôle social, surveillance électronique ici ou là, franchissement des frontières interdit), perte d'un sentiment de sécurité (crainte d'attraper le virus), perte de sources de reconnaissances (le travail, les contacts sociaux), d'autres encore.

Nous pouvons dès lors parler de véritables migrations *forcées* – même si en Suisse contrairement à l'Espagne par exemple, une part de choix nous a été laissée – bien davantage temporelles (de l'avant corona à l'après corona) que spatiales. Je ne pense pas en effet que notre semi-réclusion dans un espace clos (nos domiciles) puisse s'assimiler à une migration, dans la mesure où nous y avons tous nos repères. Un parallélisme avec le vécu des requérants

¹ Jean-Claude Métraux, *La migration comme métaphore*, précédé de *Le voile et le lindeul*, Paris, La Dispute, 2017 (première édition : 2011).

d'asile et des réfugiés se voit donc autorisé : il pourrait même nous permettre de mieux s'en approcher.

Nos différences

Avant d'approfondir les similitudes, il faut d'emblée par souci de justice relever les différences. D'abord, bien sûr, l'ampleur des pertes, sans commune mesure. Mais aussi la durée de cette migration : avec le retour, le 11 mai, à l'école et au lieu de travail de la majorité d'entre nous ainsi que la réouverture des restaurants et des commerces, le temps de réel semi-confinement n'excèdera pas deux mois et nous pourrions presque dire qu'il s'agissait d'un long voyage de tourisme (qui lui ne saurait s'assimiler à une migration véritable) ; et ce sera le cas si après le déconfinement, tel un vacancier après un séjour en Thaïlande, nous reproduisons à l'identique notre monde d'antan, comme le laissent penser les queues devant les Mc Donald dès l'autorisation de ventes à l'emporter ; car les migrants au sens usuel ne rentrent jamais « chez eux », tant leur monde d'origine qu'eux-mêmes s'étant transformés durant leur exil. A moins que certaines des pertes que nous endurons ces temps s'avèrent irréversibles...

En sus, les expériences tragiques souvent vécues au pays, la dureté du voyage et les incertitudes quant à l'acquisition d'un permis de séjour condamnent de très nombreux exilés à un *état de survie* que seules peut-être les victimes majeures de la crise économique attendue connaîtront. Les autres nous n'en auront eu qu'un aperçu très partiel, mais susceptible d'engendrer des résonances : une temporalité réduite au présent et l'angoisse, parfois la peur, liée aux incertitudes du lendemain. Ainsi, nos yeux fixés chaque jour sur les courbes des malades et des morts, nos oreilles pendues aux déclarations des conseillers fédéraux et de Monsieur Koch font écho à l'attente quotidienne du facteur susceptible d'amener aux requérants d'asile la décision du SEM (Service des migrations) ou du TAF (Tribunal administratif fédéral). Ainsi, notre angoisse de choper le virus qu'accroît l'omniprésence des discours à son égard fait écho à celle des migrants de choper la peste du renvoi, renforcée par l'omniprésence dans les médias – jusqu'à février dernier – des discours à leur égard.

Leurs deuils, nos deuils

Les différences entre nos situations respectives ne sauraient donc effacer nos similitudes. La principale : l'existence dans les deux cas de pertes et donc de deuils.

Parmi ces pertes, certaines sont quasi assurément passagères : pertes sur les plans du lien social, de la convivialité, de la famille, du lien parents-enfants, du droit de traverser les

frontières, de la proximité physique. Leur caractère éphémère, dont presque chacun est conscient, rend peu vraisemblable un véritable travail de deuil. Par contre elles nous empreignent d'émotions : tristesse causée par l'éloignement des amis ou le manque d'étreintes, nostalgie de la discothèque ou du café sur une terrasse, colère contre ces enfants que l'on a dans les pattes 24 heures sur 24 ou ce mari qui fait son télétravail enfermé dans son bureau sans s'occuper des bambins ni de la vaisselle, sentiment d'enfermement à l'idée de ne pouvoir faire ses courses à Divonne, d'abandon lorsque, grands-parents, l'on se voit interdit de petits-enfants, de frustration lorsque les manifestations de reconnaissances se font rares. Ces émotions, même transitoires, seraient susceptibles de nous rendre davantage attentifs au vécu de requérants d'asile et de réfugiés rendus nerveux par une promiscuité permanente et privés sur la très longue durée d'amis très chers, de contact physique et d'étreintes – l'épouse, l'époux, les enfants ou les petits-enfants étant demeurés au pays ou attendant un miracle dans un camp en Grèce –, de verres au bistrot par absence d'argent, d'escapades à l'étranger et surtout de preuves d'estime de la part des autochtones, dont les professionnels du social, de l'éducation et de la santé. Nous gagnerions ainsi la possibilité de mieux les comprendre, mieux accueillir les manifestations de leurs souffrances.

D'autres pertes sont très inéquitablement réparties : insignifiantes pour les uns, importantes et irréversibles pour les autres. Je pense par exemple aux personnes qui ont eu un proche aux soins intensifs ou dans un EMS (qu'il était donc impossible de visiter), ou qui est mort durant cette période (et qu'il fut impossible d'accompagner dans ses derniers instants et même de lui assurer de véritables funérailles) : les moments perdus ne pourront être récupérés, à l'instar des migrants ne pouvant rentrer chez eux pour enterrer leurs morts (nouvelle similitude nous permettant de mieux saisir leur vécu). Je pense aussi à celles et ceux que la crise économique associée accule brutalement au chômage, à la fermeture de son commerce ou à des dettes considérables. Je pense encore aux enfants en situation précaire (dont justement les fils et filles de requérants d'asile) qui ne disposent ni du matériel informatique, ni de l'encadrement nécessaire, pour suivre les tâches demandées par leurs enseignants : le « tri social », évoqué par Bhama Steiger dans sa présentation, est ici évident. Pour toutes les personnes concernées, un deuil – qui prendra d'autant plus de temps que les conditions sont difficiles – reste à élaborer. Si un contexte minimal de sécurité ne leur est offert, s'ils se retrouvent réduits à une lutte pour la survie, ces deuils risquent de se congeler et attendre d'improbables jours meilleurs pour amorcer leur élaboration. Les personnes épargnées, dont beaucoup de

travailleurs sociaux et d'éducateurs, contribueront-ils à la création d'un tel espace de sécurité ?

Une troisième catégorie de pertes, définitives à mes yeux, touche bien davantage les mieux lotis. Dans un coin de nos têtes – j'en fais partie – sera conservé un souvenir de notre fragilité (perte de notre sentiment d'invulnérabilité), du caractère précaire de nos libertés (perte de droits), de notre incapacité à maîtriser notre devenir (perte de notre omnipotence), de notre docilité, voire de notre autocensure d'opinions contraires aux apparents consensus vis-à-vis des mesures imposées (perte de notre pouvoir dire). Et ceci d'autant plus si quelques-unes des entraves à notre autonomie – *se gouverner soi-même* – devaient résulter pérennes : quelques gouvernements ont déjà flairé l'aubaine. Certes nombreux parmi nous jetterons ces souvenirs au fond d'un placard de neurones fermé à double tour. Pour empêcher toute possibilité qu'ils rompent la barrière du *déni* et affleurent leurs consciences, ces personnes renforceront encore leurs vieilles manies : voir la faiblesse chez l'autre – dont le migrant – et non chez soi. Nous ne pouvons qu'espérer que ce ne soit pas le cas de trop d'éducateurs, travailleurs sociaux, enseignants et soignants, car les requérants d'asile, adultes et enfants, seraient parmi les premiers à en faire les frais.

L'occasion de repenser nos interventions

Du déni, première phase du deuil, on peut aussi s'extirper et entrer dans la phase dépressive : la conscience de notre vulnérabilité, du caractère précaire de nos vies, de la domination sur nous exercée, fait mal, très mal : la tristesse nous envahit et pendant une période nous éteint. Mais c'est à ce prix que nous atteindrons la troisième phase du deuil que je qualifie de *créatrice*. C'est celle que traversent les migrants qui *s'intègrent créativement* à notre monde, qui marient leurs *appartenances plurielles* et enrichissent notre société (si celle-ci les y autorisent). C'est aussi celle que traverseront les professionnels, du social entre autres, capables suite à cette crise du coronavirus de co-crée de nouvelles formes de *collaboration* (non plus d'*aide*) avec les individus et les familles en situation de précarité, fondées sur la *reconnaissance* de nos profondes *similitudes*.

Espoir ténu, mais espoir quand même.